



Direction du développement économique
Service agriculture et agroalimentaire

ARRÊTÉ

relatif à la « mesure 04 - Investissements physiques » du PDR Bretagne 2014-2020

DISPOSITIF 4.1.2

**RENOVATION DES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS ASSOCIES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES POUR
L'ECONOMIE D'ENERGIE ET LA LIMITATION DES gaz à effet de SERRE (GES)**

Premier appel à projets 2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE BRETAGNE

Vu le Programme de Développement Rural Bretagne PDRB 2014-2020 approuvé par la commission européenne le 7 août 2015 et ses versions modifiées approuvées par la commission européenne ;

Vu le Règlement (UE) 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) no 1305/2013, (UE) no 1306/2013 et (UE) no 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) no 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022

Vu la convention tripartite entre le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA), le Conseil Régional de Bretagne et l'Agence de Service et de Paiement (ASP) en date du 22/12/2014 relative à la mise en œuvre opérationnelle des dispositions réglementaires dans le contexte de transfert de l'autorité de gestion du FEADER au Conseil Régional ;

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;
Vu la délibération de la Commission Permanente du 19 novembre 2015 relative à la mesure investissements physiques, approuvant les fiches dispositifs en faveur des Types d'Opération (T.O.), en particulier 4.1.1-a ; 4.1.1-b ; 4.1.2 ; 4.2.2, et autorisant le Président du Conseil Régional à signer les arrêtés de mise en place des Types d'Opération (T.O.) en découlant, ainsi que les conventions pluriannuelles de paiement associé, et à lancer les appels à projets correspondants (communication des arrêtés, des formulaires de demande et notices).

Vu les délibérations de la Commission Permanente du 19 novembre 2015, du 13 février 2017 et du 19 février 2018 relatives à la mesure investissements physiques, autorisant le Président du Conseil Régional à approuver et signer les cahiers des charges des dispositifs.

ARRÊTE

ARTICLE 1 – CONTEXTE ET OBJECTIFS

Contexte - La modernisation des exploitations agricoles bretonnes (enjeu stratégique) doit concerner également les économies d'énergie et amener les exploitations à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). La rénovation énergétique notamment, constitue un véritable enjeu national mais aussi breton.

Les bâtiments d'élevage et de production végétale sont consommateurs d'énergie. Le parc des bâtiments agricoles bretons vieillit, avec une moyenne d'âge dans certaines filières qui dépasse les vingt ans (en porcs, en volailles par exemple).

Les investissements de rénovation énergétique, d'économie d'énergie sont coûteux et ne génèrent pas directement de chiffre d'affaires supplémentaire. Un soutien incitatif important est nécessaire pour que ces investissements soient économiquement acceptables et que les porteurs de projet puissent retrouver à terme un outil plus compétitif et porteur de perspectives d'avenir.

Objectifs - Le soutien aux investissements agricoles pour les économies d'énergie et la limitation des gaz à effet de serre (GES) est complémentaire au soutien aux investissements d'amélioration de la performance globale et de la durabilité de l'exploitation agricole (dispositif 4.1.1b) dans la mesure où il permet spécifiquement de rénover les bâtiments d'élevage ou les ateliers de production agricole existants en référence à ces deux thématiques. Les projets soutenus peuvent inclure des travaux sur des bâtiments (y compris bâtiments de stockage-conditionnement) ou des ateliers de production et leurs équipements liés. Le soutien aux investissements d'amélioration de la performance globale et la durabilité de l'exploitation agricole concerne toutes les filières de productions animales ou végétales à l'exception des activités conchyliques, aquacoles ou piscicoles. Les investissements de la filière équine dans les exploitations agricoles sont éligibles si l'activité d'élevage des équidés est dominante sur la base du chiffre d'affaires.

Le présent arrêté fixe les modalités de mise en œuvre du dispositif 4.1.2 « Rénovation des bâtiments et équipements associés des exploitations agricoles pour l'économie d'énergie et la limitation des gaz à effet de serre (GES) » dans le cadre de l'appel à projets 2022. Il peut être complété ou modifié par arrêté modificatif.

La typologie de l'exploitation, et également celle de l'atelier concerné par le projet d'investissement, doivent être rattachées à un code OTEX (orientation technico - économique de l'exploitation agricole) de la liste définie par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) qui figure à « l'annexe 3 ».

ARTICLE 2 : BENEFICIAIRES ELIGIBLES ET DISPOSITIONS GENERALES

2.1 - Bénéficiaires éligibles

Les porteurs de projets éligibles sont :

- un agriculteur personne physique ;
- un agriculteur personne morale à objet agricole : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC), Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée (EARL), Société à responsabilité limitée (SARL), Société Civile d'Exploitation Agricole SCEA, Société Civile laitière (SCL), Société en Nom Collectif (SNC) à vocation agricole ;
- concernant les « agriculteurs personnes morales dont l'objet est agricole », **le capital social doit être détenu à au moins 50 % par un (ou des) associé(s) exploitant(s) et majeur(s) (agriculteur(s) personne(s) physique(s)).**
- un groupement d'agriculteurs ; une Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA). Pour être considéré comme « groupement d'agriculteurs », tous les adhérents du groupement doivent être des « agriculteurs » et 100 % des parts sociales du groupement doivent être détenues par ces mêmes « agriculteurs » ;
- les exploitations agricoles des lycées.

Pour être éligible, une CUMA doit être composée exclusivement « d'agriculteurs » ; cette qualité « d'agriculteur » sera vérifiée pour les adhérents détenteurs de parts sociales de la CUMA porteuse du projet.

- Ces conditions supposent de pouvoir vérifier la composition du « groupement d'agriculteurs » ou de la CUMA. En conséquence, pour permettre la vérification de l'éligibilité du porteur de projet dans le cadre de ce dispositif et de cet appel à projets, le « groupement d'agriculteurs » ou la CUMA devra fournir la liste des adhérents. Une CUMA (niveau 1) adhérente d'une CUMA (niveau 0 - porteuse du projet) ou d'un « groupement d'agriculteurs » devra fournir la liste de ses adhérents détenteurs de parts sociales. Pas de vérification pour une CUMA (niveau 2 ou suivant) adhérente de la CUMA (niveau 1).

Porteurs de projet inéligibles

Sont notamment exclus les sociétés par actions simplifiée (SAS), les sociétés en participation, les sociétés de fait, les coopératives agricoles à l'exception des CUMA, les regroupements de producteurs de lait de vache, les groupements d'intérêt économique (GIE), les indivisions, les copropriétés, les propriétaires bailleurs de biens fonciers agricoles, les propriétaires non exploitants.

Conditions s'agissant des bénéficiaires éligibles

- le siège d'exploitation est situé en Bretagne ;
- l'agriculteur, personne physique, doit être affilié à la Mutualité Sociale Agricole (MSA) en tant que chef d'exploitation à titre principal ou à titre secondaire ;
- exerçant une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime et de l'article 9 sur les agriculteurs actifs, du règlement (UE) 1307/2013 ;
- à jour de leurs contributions sociales à titre professionnel au 31 décembre de l'année précédant le dépôt de la demande d'aide, sauf accord d'étalement ;
- âgés d'au moins 18 ans (exploitant individuel) ;
- ne doit avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal connu dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de la demande et jusqu'à la date de lancement de l'appel à projets au titre des points de contrôle des normes minimales en matière d'hygiène et de bien-être des animaux, ni en matière d'environnement sur l'exploitation agricole. Le Guichet Unique Service Instructeur, et/ou l'Autorité de gestion et la DRAAF Bretagne, ne pourront statuer qu'en référence aux informations disponibles. En cas de manquement grave en matière d'hygiène et de bien-être des animaux en matière d'environnement sur l'exploitation agricole avant paiement de l'aide finale, sur information d'un service compétent, le Guichet Unique Service Instructeur, et/ou l'Autorité de Gestion et la DRAAF Bretagne, peuvent décider du non-paiement de l'aide et/ou du reversement des aides.

Situation de l'exploitation au regard de la mise aux normes liée à la gestion des effluents - Documents obligatoires

- Cas général : pour une exploitation située en zone vulnérable, le demandeur doit disposer des capacités agronomiques. Il doit être en mesure de justifier qu'il respecte les mesures des programmes d'actions nitrates (documents d'enregistrement des pratiques, respect de l'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée, règles d'épandage et de stockage des effluents d'élevage, respect des plafonds d'épandage des fertilisants azotés, etc.), et notamment de fournir son plan prévisionnel de fumure, son cahier d'épandage où ses pratiques sont enregistrées, voire pour les ICPE, son plan d'épandage à jour ;
- Dans le cas général, le demandeur doit joindre à sa demande de subvention, une situation avant et après travaux de ses capacités agronomiques de stockage, selon le modèle fourni par le guichet unique. **Cette expertise doit être réalisée par les outils Pré-DEXEL ou DEXEL ;**
- Cas particulier des élevages sur litière :
Le porteur de projet dans ce cas n'est pas tenu de fournir une expertise de dimensionnement des ouvrages de stockage pour les effluents stockables aux champs, mais doit être en conformité avec la réglementation et pourra être contrôlé sur ce point. Il doit tout de même fournir dans le dossier de demande d'aide les fiches « ouvrages de stockage fosse – fumière » complétées et signées **uniquement** par le porteur de projet.

Précision : si les normes sont modifiées au cours de la réalisation du projet, l'exploitation devra obligatoirement être en conformité avec ces nouvelles normes si les travaux sont réceptionnés après l'échéance des délais de mise en conformité prévus par la nouvelle réglementation.

Conditions Jeune Agriculteur (JA)

- Dans le cadre de la mesure 4 du PDR Bretagne, il est précisé qu'un jeune agriculteur (JA) est un agriculteur qui répond à la définition de l'article 2 du Règlement (UE) N°1305/2013 du 17 déc. 2013 et aux conditions prévues à l'article 2 du Règlement (UE) N° 807/2014 du 11 mars 2014.
- Pour bénéficier des majorations liées à la qualité de JA, le JA doit être installé depuis moins de 5 ans et ne pas être âgé de plus de 40 ans au moment du dépôt de la demande d'aide PCAEA, et il doit avoir inscrit son projet PCAEA dans le Plan d'Entreprise (PE).
- En cas de projet non prévu dans son PE ou de dépassement du projet déposé au titre du PCAEA par rapport à la prévision du PE qui impliquerait un avenant à son PE selon la réglementation en vigueur, le JA devra fournir l'accusé réception de la DDTM du « formulaire de demande de modification du projet d'installation (PE) » dans les délais de l'appel à projet, sinon la bonification de taux d'aide JA (ou prorata en forme sociétaire) ne sera pas attribuée.
- Dans le cas d'une installation, le demandeur doit avoir reçu sa décision d'attribution de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA) ou de refus des aides pour le seul motif d'un dépassement de la production brute standard (PBS) de son projet. Cependant s'il ne l'a pas obtenue pour des raisons de calendrier administratif, la qualité JA et la majoration JA pourront être acceptées si le dossier est seulement programmé favorablement à l'issue de la CDOA avant la fin de l'appel à projet ; dans ce cas la DDTM pourra ajouter la décision au dossier a posteriori.

- Il est accepté qu'un jeune agriculteur (JA) qui a eu sa décision d'aide pour l'installation (ou s'est vu refuser ces aides pour le seul motif d'un dépassement de la production brute standard de son projet) puisse déposer un dossier investissement en l'absence d'attestation d'affiliation à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Dans ce cas, le JA devra fournir son attestation d'affiliation à la MSA au plus tard pour le paiement du solde de la subvention.
- Dans tous les cas, le JA, attributaire de la DJA, devra fournir son Certificat de Conformité d'installation Jeune Agriculteur (CJA) au plus tard pour le paiement du solde de la subvention.
- Pour une société en cours de création ou de modification liée à l'installation d'un Jeune Agriculteur (JA), fournir un exemplaire des statuts (entreprise), le récépissé de demande de création ou de modification d'entreprise, la notification de l'immatriculation de l'entreprise, c'est-à-dire le numéro SIREN d'identification au Répertoire des entreprises attribué par l'INSEE.

2.2 - Dispositions générales

Le plan de financement prévisionnel du projet devra être validé par l'établissement bancaire du porteur de projet, y compris en cas d'autofinancement dès que le projet dépasse 50 000 € HT (soit par une validation de l'établissement bancaire à l'endroit prévu à cet effet sur le formulaire de demande d'aide, soit par le biais d'une attestation signée par l'établissement bancaire).

Les investissements doivent concourir à l'amélioration de la performance globale et de la durabilité de l'exploitation. Dans sa demande, le bénéficiaire doit apporter les éléments permettant d'estimer une évolution positive prévisionnelle sur au moins l'un des trois domaines : économique, environnemental ou social.

Toutes les filières agricoles sont concernées à l'exception des investissements liés aux activités conchyloles, aquacoles ou piscicoles. Les filières végétales et apiculture sont également éligibles, ainsi que les projets de bâtiment portés par une CUMA.

- Les investissements de la filière équine dans les exploitations agricoles sont éligibles si l'activité d'élevage des équidés est dominante sur la base du chiffre d'affaires ;
- Filières herbivores : dans le cas des élevages gros bovins lait, l'exploitation s'engage à adhérer à la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage (CBPE) ; dans le cas de l'élevage ovin, l'exploitation s'engage à adhérer au Guide des Bonnes Pratiques Ovines (GBPO) et dans le cas de l'élevage caprin, l'exploitation s'engage à adhérer au Code Mutuel Caprin (CMC). L'exploitation devra être engagée dans la charte correspondante au plus tard au moment du solde du dossier ; dans le cas des élevages gros bovins viande et veaux de boucherie, le document « Engagement Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage (CBPE) » n'est plus exigé ni au dépôt ni au solde du dossier en raison du désengagement de ces filières de cette démarche.
- Filière bovins lait : si la demande concerne ou intègre l'extension, la rénovation ou l'installation d'équipements de traite, l'exploitation doit disposer d'un pré-refroidisseur de lait et/ou d'un récupérateur de chaleur sur tank à lait et/ou d'une pompe à chaleur et/ou d'un chauffe-eau solaire agréé dans le cadre du Programme Eco Énergie Lait, ou elle s'engage à s'équiper d'au moins un de ces équipements (condition de paiement du solde du dossier) ;
- Filières gros bovins et bovins lait : pour les projets de bâtiments avec permis de construire, le volet bâtiment du projet est élaboré avec l'aide d'un concepteur agréé et avec engagement à réaliser une « visite début de chantier » au titre de la Charte de Qualité Conception – construction du Comité Régional Bâtiment du GIE Élevages de Bretagne ;
- Filière œufs de consommation : Pour les élevages existants, l'exploitation est adhérente à la Charte sanitaire du plan de lutte salmonelles. Dans tous les cas, l'exploitation devra être adhérente au moment du solde du dossier.

Il n'y aura pas de diagnostic obligatoire s'agissant de rénovation énergétique et/ou pour la limitation des gaz à effet de serre (GES) des bâtiments, des ateliers de production. Les investissements en économie d'énergie et pour la limitation des GES sont de facto positifs pour la préservation de l'environnement.

Prescription de l'étude de faisabilité pour les installations solaires photovoltaïques agricoles sur toiture ou au sol (type trackers) valorisant l'énergie en autoconsommation totale, comprises entre 5 et 99 kWc (cf. annexe 5).

L'aide attribuée sur ce poste de dépenses est conditionnée à la fourniture d'une étude de faisabilité technico-économique définissant les besoins en électricité et le dimensionnement de l'installation photovoltaïque.

ARTICLE 3 – INVESTISSEMENTS ÉLIGIBLES ET INÉLIGIBLES

Les investissements éligibles :

- **concernent la rénovation des bâtiments existants et mis en service depuis plus de 5 ans (à la date butoir de l'appel à projets) et des équipements associés pour réaliser des économies d'énergie, limiter la consommation d'énergie fossile, diminuer l'émission de gaz à effets de serre (GES).** Exemples : isolation de bâtiments d'élevage ou écrans thermiques pour les serres ; substitution totale ou partielle d'un mode de production de chaleur par un système plus économe ou plus durable (échangeur thermique, pompe à chaleur, système de chauffage ou chauffe-eau solaire, récupérateur de chaleur) ; investissements en systèmes multifonctions de pilotage des différents équipements, de l'ambiance, du chauffage, de la réfrigération ou de la ventilation (condenseurs, système de maîtrise de l'hygrométrie, déshumidificateur, gaine de brassage d'air, système de refroidissement par évaporation, chauffage par zone ; pilotage programmé des conditions de production (système de collecte et de transmission des données) ; en serre (ballon de stockage de l'eau chaude, open buffer, pilotage du dispositif de stockage de l'eau chaude) ; substitution totale ou partielle d'un mode de production de froid par un système plus économe ; adaptation ou modification des réseaux de chauffage ou de froid des bâtiments ou des serres (étanchéité, calfeutrage) ;
- permettent de produire de l'énergie renouvelable à partir de la biomasse de l'exploitation pour l'autonomie énergétique de l'exploitation, par exemple en remplacement du chauffage d'un bâtiment utilisant précédemment de l'énergie fossile ou de l'électricité ;
- permettent de produire de l'énergie renouvelable par une **installation solaire photovoltaïque agricole sur toiture ou au sol (type trackers) valorisant l'énergie en autoconsommation totale**, comprises entre 5 et 99 kWc. Les projets dont l'énergie produite est uniquement utilisée pour des besoins énergétiques de bâtiments liés à l'activité agricole, que ce soit pour la production, la transformation, le stockage ou le conditionnement des produits ; ce poste d'investissement est nommé « Photovoltaïque en autoconsommation » ;
- permettent de réduire l'émission de gaz à effet de serre (GES) par « **couverture étanche de fosse d'effluents d'élevage avec combustion des gaz et/ou valorisation énergétique** » ; le système permet la récupération des gaz et la combustion du méthane avec ou sans valorisation de la chaleur ; **si valorisation en chaleur ou électricité, ce doit être en autoconsommation** totale sur l'exploitation. Ce poste d'investissement est nommé « couverture étanche de fosse d'effluents d'élevage avec combustion des gaz et/ou valorisation énergétique ». **Ces investissements constituent un objectif particulier en 2022 pour participer à la réduction de l'émission de gaz à effet de serre (GES).**

Les travaux relatifs à la charpente, la couverture, l'électricité doivent être effectués par des professionnels (fourniture de matériaux et main d'œuvre).

Dans le cas d'autoconstruction (*non éligible pour charpente, couverture, électricité*), seul le montant en euros hors taxes des équipements et matériaux éligibles utilisés peut être pris en compte.

Les coûts éligibles concernent des investissements matériels et immatériels. Il s'agit des coûts prévus dans le décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds structurels et d'investissement européens (FESI) pour la période 2014-2020.

Les frais généraux liés au projet sont limités à 10 % maximum de l'assiette totale des dépenses éligibles retenues. Il s'agit des frais tels que par exemple les prestations relatives à la conception du bâtiment (plans, honoraires d'architecte) et/ou au diagnostic préalable à un investissement et/ou une étude de faisabilité d'installation photovoltaïque en autoconsommation. Ces dépenses immatérielles (frais généraux) peuvent avoir été réalisées et payées avant le dépôt du dossier.

Les frais généraux liés à la maîtrise d'œuvre du projet (conformité technique, suivi de chantier, conduite de travaux) devront faire l'objet d'un devis différencié qui ne devra pas être accepté (signé) avant la réception d'un courrier accusant réception de dossier complet et autorisant à démarrer les investissements.

Dans un dossier, le projet présenté peut concerner une seule filière ; le projet peut également être multifilières, par exemple isolation d'un « bâtiment porcs + niches à porcelets » et « isolation d'un bâtiment volailles + échangeurs d'air ».

Il est à noter que pour les bâtiments neufs (totalité ou extension), ou dans le cas d'une rénovation ou d'un aménagement de bâtiment qui inclut d'autres investissements non éligibles en 4.1.2 comme par exemple ligne d'alimentation, sas sanitaire, logement des animaux... ; les investissements en matière d'économie d'énergie, de limitation des GES sont pris directement en charge dans le cadre du Type d'Opération 4.1.1 et du dispositif 4.1.1 b.

Les investissements éligibles dans le dispositif 4.1.2 « Rénovation des bâtiments et équipements associés des exploitations agricoles pour l'économie d'énergie et la limitation des gaz à effet de serre (GES) » sont listés en « annexe 1 ».

Investissements non éligibles :

- Les investissements en installation photovoltaïque individuelle avec revente tarifée de l'électricité (vente totale ou en surplus) ou sur appels d'offres nationaux sont exclus du présent dispositif,
- rachats d'actifs,
- aménagements extérieurs (voiries d'accès, zones de stationnement pour véhicules de service ou de visiteurs), travaux d'embellissement, plantations, enseignes, clôtures,
- frais d'établissement, d'enregistrement, d'inscription au registre du commerce ; intérêts débiteurs, agios, frais de change, frais financiers,
- frais de conseil juridique, de notaire, d'expertise technique financière, d'expertise comptable, de tenue et de certification de la comptabilité du bénéficiaire au titre des frais généraux liés à l'opération,
- frais liés à la réalisation d'un Pré-DEXEL ou d'un DEXEL,
- achat de matériel agricole ou d'équipement d'occasion et frais associés de dépose, transport, repose de ceux-ci ou de ceux conservés lors d'une rénovation,
- les travaux et investissements d'entretien ou de maintenance,
- les investissements correspondant uniquement à du renouvellement ou à de la mise aux normes réglementaires,
- Les projets correspondant uniquement à du renouvellement ou de la mise aux normes sont exclus,
- investissements réalisés en vue de se conformer aux normes de l'Union applicables à la production agricole, y compris les normes de sécurité au travail, à l'exception :
 - ✓ des investissements effectués par un JA, pour satisfaire à une norme obligatoire dans le délai de 24 mois après son installation,
 - ✓ des investissements réalisés en vue de se conformer à de nouvelles normes, dans le délai de 12 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation agricole.
- Certains matériels mobiles (agricoles ou utilisés sur l'exploitation), tels que : tracteur agricole, camion, chariot élévateur, tire-palette, caisse palette, palettes,
- construction de locaux à usage de bureaux administratifs,
- **Les dépenses et travaux en autoconstruction relatifs à la charpente, la couverture, l'électricité (matériaux et main d'oeuvre),**
- **la taxe sur la valeur ajoutée (TVA),**
- les matériels et équipements financés en crédit-bail,
- les logiciels et matériels bureautiques à l'exception de ceux qui sont directement liés au fonctionnement et à la gestion d'un système de production ou de contrôle (par exemple gestion de l'ambiance).

ARTICLE 4 - MODALITÉS DES APPELS A PROJETS DU DISPOSITIF 4.1.2

Le premier appel à projets 2022 sera ouvert du lundi 24 janvier 2022 au mardi 05 avril 2022.

Les dossiers doivent être complétés sur la base des documents officiels mis en ligne sur le site Internet (voir paragraphe 4.1) et doivent être transmis à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du siège de l'exploitation agricole au plus tard à la date limite officielle de l'appel à projets (cachet de la poste faisant foi ou attestation datée de dépôt en DDTM ou tampon « date d'arrivée » apposé par la DDTM ; cf. paragraphe 4.3).

Important : la date de clôture est fixée au mardi 05 avril 2022, sans délai supplémentaire pour la complétude des dossiers.

Attention : tous les dossiers déposés jusqu'au lundi 07 mars 2022 bénéficieront d'une pré-instruction par les services instructeurs pour vérification de la complétude. Si certains justificatifs manquent au dossier, les porteurs de projets pourront le compléter en transmettant les pièces manquantes **en une seule fois** à la DDTM **au plus tard à la date de clôture de l'appel à projets le mardi 05 avril 2022.**

Pour les dossiers déposés après le lundi 07 mars 2022, la vérification de la complétude du dossier ne sera pas faite avant la date de clôture de l'appel à projets.

Tout dossier déposé incomplet après le lundi 07 mars 2022 sera donc classé inéligible.

Les demandes éligibles sur la base des conditions d'accès énoncées dans le présent arrêté, et avec un dossier réputé complet participent à la sélection dans le cadre de l'appel à projets.

4.1 – Acte de candidature

Les documents des appels à projets sont consultables et téléchargeables sur le site Internet « europe.bzh » ; Rubrique « Rechercher » ; partie « Les appels à projets en cours »

https://www.europe.bzh/jcms/werb_223387/fr/accueil

Cet arrêté publié sur le site Internet constitue la référence pour permettre à un porteur de projet de vérifier la pertinence de déposer un dossier et constitue le cadre de préparation de celui-ci.

4.2 – Modalités de gestion financière

L'enveloppe financière de la Région Bretagne par dispositif est votée par la commission permanente du Conseil régional de Bretagne.

Les crédits de l'État font l'objet d'un arrêté du Préfet de la région Bretagne.

Les crédits des Collectivités ou des autres financeurs éventuels sont définis par leurs instances.

Les crédits Feader sont définis par l'Autorité de Gestion.

Enveloppe globale tous financeurs « crédits nationaux + Feader » pour le premier appel à projets 2022	
Dispositif 4.1.2	<i>sera précisé par arrêté modificatif</i>

4.3 - Guichet Unique Service Instructeur

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de chaque département est « Guichet Unique Service Instructeur (GUSI) ».

La DDTM fournit informations et conseils aux porteurs de projets et reçoit les dossiers.

Tout dossier déposé au guichet unique de son département (DDTM) en dehors de l'appel à projet sera rejeté. Le dossier est composé du formulaire unique de demande de subvention et des pièces justificatives listées. Les dépenses prévisionnelles et les devis sont présentés en Euros hors taxe (€ HT).

Le porteur de projet doit fournir :

- 1 seul devis si le poste de dépenses est inférieur à 2 000 € HT;
- 2 devis si le poste de dépenses est compris entre 2 000 € et 90 000 € HT ;
- 3 devis si le poste de dépenses est supérieur à 90 000 € HT ;

A titre exceptionnel, si le porteur de projet ne peut pas fournir le nombre de devis requis, il doit argumenter sur l'impossibilité ou la difficulté d'obtenir ces devis. Le GUSI, chargé de l'appréciation du caractère raisonnable des dépenses présentées, jugera de la recevabilité de cet argumentaire.

Le dépôt d'une demande d'aide en DDTM ne vaut en aucun cas engagement de l'attribution d'une subvention de la part des financeurs.

La DDTM vérifie la complétude du dossier et son éligibilité. En l'absence de réponse de l'administration à l'expiration d'un délai de 2 mois, le dossier est réputé complet.

Lorsque le dossier est réputé complet, la DDTM procède à l'instruction de la demande et calcule le montant retenu des dépenses éligibles en Euros hors taxe (€ HT).

En cas de réponse défavorable à la demande de soutien, le porteur de projet aura la possibilité de déposer un nouveau dossier dans un nouvel appel à projets sous réserve de ne pas avoir déjà démarré les travaux ou déjà réalisé les investissements.

4.4 – Début des investissements

Le porteur de projet, demandeur de l'aide, n'est pas autorisé à démarrer les dépenses éligibles avant de recevoir un courrier de la DDTM qui « accuse réception du dossier complet et autorise à commencer les dépenses éligibles ».

Un simple courrier (papier ou message électronique) de demande de pièces complémentaires ne permet pas de commencer les investissements éligibles.

ATTENTION : La signature d'un devis ou d'un bon de commande (ou par exemple terrassement réalisé et pris en compte dans le dossier) constitue un commencement des dépenses, des investissements ou des travaux. Dans tous les cas, les dépenses éligibles considérées « commencées » ne pourront pas être soutenues.

4.5 – Sélection des dossiers

Seules les demandes éligibles et complètes participent à l'appel à projets et font l'objet d'une sélection sur la base de critères.

Les projets seront examinés et notés (points positifs et éventuellement négatifs) au regard des critères de sélection précisés en « annexe 2 » de cet arrêté en prenant en compte les thèmes suivants :

- des thèmes de base ;
- des thèmes interfilières ;
- des thèmes par filière de production.

Les critères de sélection sont validés par le comité de suivi des fonds européens.

Pour l'attribution des points de sélection, soit l'information est connue du « guichet unique – service instructeur (GUSI) » et disponible, par exemple « jeune agriculteur JA » ou projet sur une île, soit le porteur de projet fournit dans son dossier les documents nécessaires pour permettre la vérification de l'attribution des points.

Le porteur de projet pré-remplit les points dans la grille de sélection correspondant au projet de la filière concernée ; en cas de projet multifilières, il faut utiliser la grille de sélection de la filière majoritaire en terme de dépenses éligibles. Il est responsable de la fourniture des documents nécessaires à la vérification de l'attribution des points de sélection.

Ces documents ne font pas partie de la complétude du dossier. Le GUSI n'a pas à demander de pièce complémentaire pour la sélection. Aussi, si aucune information ou document ne permet de confirmer l'attribution de points demandés, ces points de sélection ne sont pas retenus par le GUSI.

Des points négatifs de sélection pourront être attribués en référence à la grille de sélection.

L'analyse et la notation des projets seront réalisées par le GUSI.

Au regard de ces critères et de la pondération associée, les projets seront classés par ordre décroissant du nombre de points obtenus.

Dans tous les cas, le nombre minimum de points requis par dossier pour être sélectionné est de 50 points.

Les dossiers/projets seront sélectionnés et retenus pour un soutien dans l'ordre de classement en fonction des disponibilités budgétaires (crédits nationaux et FEADER) ; le nombre de points minimum requis pourra être revu à la hausse ; en cas d'égalité de points, les dossiers seront retenus dans l'ordre de la date du dossier reconnu complet.

Un dossier qui n'obtient pas le nombre minimum de point requis est « NON sélectionné ».

Cette proposition de sélection des dossiers est présentée en « comité thématique de modernisation des exploitations agricoles » qui confirme la sélection au vu des notes proposées.

4.6 – Décision

Les subventions sont accordées dans la limite des crédits alloués à ce dispositif par les financeurs nationaux et par le Conseil Régional, autorité de gestion pour les crédits Feader et ce dispositif.

Les dossiers sélectionnés dans le cadre du « comité thématique de modernisation des exploitations agricoles » bénéficient d'une décision juridique attributive de subvention (arrêté ou convention) envoyée par le « guichet unique – service instructeur (GUSI) ».

Chaque dossier inéligible, incomplet ou « non sélectionné » fait l'objet d'une lettre de rejet motivée par la DDTM (GUSI) pour informer que le dossier ne sera pas aidé.

4.7 – Réalisation des travaux ou des investissements

Le porteur de projet peut débiter les investissements éligibles (c'est-à-dire signature d'un devis ou d'un bon de commande ou début des travaux) dès réception du courrier de la DDTM qui « accuse réception du dossier complet et autorise à commencer les dépenses éligibles » ; cependant si son dossier est « NON sélectionné » lors du « comité thématique de modernisation des exploitations agricoles » et si les dépenses éligibles ont été débütées, il ne pourra pas redéposer un dossier dans un futur appel à projets pour ces mêmes investissements.

A compter de la date de signature de l'engagement juridique (arrêté ou convention d'attribution de l'aide), le bénéficiaire dispose d'un délai de six mois pour commencer les investissements éligibles.

Le bénéficiaire doit réaliser son projet dans un délai de 18 mois à compter de la date de commencement des dépenses éligibles (investissements ou travaux) effective et déclarée.

Passé ces délais, la décision d'attribution d'une aide peut être déclarée caduque et les sommes éventuellement versées peuvent faire l'objet d'un recouvrement.

A titre exceptionnel, sur demande écrite et motivée du bénéficiaire faite au Guichet Unique Service Instructeur avant l'expiration du délai concerné, le Guichet Unique Service Instructeur peut accorder une prorogation de ce délai après avis de l'autorité de gestion (Région Bretagne).

ARTICLE 5 – MONTANT DES DÉPENSES ÉLIGIBLES ET TAUX D'AIDE

5.1 - Montant des dépenses éligibles pour le dispositif 4.1.2

Le montant **minimal** des dépenses éligibles du dossier à la programmation est fixé à 15 000 € hors taxe (€ HT).

Le montant **maximal** des dépenses éligibles pour le poste de dépenses « Photovoltaïque en autoconsommation » est fixé à 25 000 € hors taxe (€ HT).

Lorsque le dossier ne comprend pas de « couverture étanche de fosse d'effluents d'élevage », le montant maximal total des dépenses éligibles du dossier est fixé à 125 000 € hors taxe (€ HT) pour tous les porteurs de projets (Cf. article « 2.1 - Bénéficiaires éligibles »).

Lorsque le dossier comprend une ou plusieurs « couverture(s) étanche(s) de fosse d'effluents d'élevage », le montant maximal total des dépenses éligibles du dossier est fixé à 250 000 € hors taxe (€ HT) pour tous les porteurs de projets (Cf. article « 2.1 - Bénéficiaires éligibles »).

5.2 - Taux d'aide de base et bonifications dispositif 4.1.2

Le taux d'aide de base est fixé à 40 % auquel peuvent s'ajouter les bonifications suivantes :

Les majorations suivantes sont cumulables avec le taux de base dans les limites des modalités et du plafond au point 5.3

Majorations	Taux d'aide « Région ou État + FEADER »
Jeunes agriculteurs (JA) qui répond à la définition de l'article 2 du Règlement (UE) N°1305/2013 du 17 déc. 2013 ou qui s'est installé au cours des 5 années précédant l'introduction de la demande d'aide	+ 10%
Pour une forme sociétair, une majoration sera appliquée au prorata des parts sociales détenues par le ou les associés JA - qui répond(ent) à la définition de l'article 2 du Règlement (UE) N°1305/2013 du 17 déc. 2013 ou qui s'est(se sont) installé(s) au cours des 5 années précédant l'introduction de la demande d'aide ; - qui respecte(nt) les conditions de l'article 2 du Règlement délégué (UE) n°807/2014	au prorata des parts sociales du JA dans un GAEC ou dans une société au maximum + 10 %
Projet sur une île (zones soumises à des contraintes naturelles et autres contraintes spécifiques telles que celles qui sont visées à l'article 32 du Règlement (UE) N°1305/2013 du 17 déc. 2013 = zones défavorisées)	+ 10%

5.3 Plafonds du taux d'aide (bonifications comprises) dispositif 4.1.2

Les éventuelles majorations seront étudiées dans le cadre de l'instruction de chaque dossier. Ces éventuelles majorations pourront également être plafonnées pour respecter le soutien combiné maximal défini ci-dessous par catégorie :

Les taux susmentionnés peuvent être cumulés pour un « agriculteur ou groupement d'agriculteurs » et en Bretagne continentale pour autant que le soutien combiné maximal ne représente pas plus de	40 %
Les taux susmentionnés peuvent être cumulés pour un « agriculteur ou groupement d'agriculteurs » et installé sur une île de Bretagne pour autant que le soutien combiné maximal ne représente pas plus de	50 %
Les taux susmentionnés peuvent être cumulés pour un « agriculteur ou groupement d'agriculteurs » lorsqu'il y a un demandeur JA qui répond à la définition de l'article 2 du Règlement (UE) N°1305/2013 du 17 déc. 2013 ou qui s'est installé au cours des 5 années précédant l'introduction de la demande d'aide, et en Bretagne continentale pour autant que le soutien combiné maximal ne représente pas plus de	50 %

<p>Les taux susmentionnés peuvent être cumulés pour un « agriculteur ou groupement d'agriculteurs » lorsqu'il y a un demandeur JA qui répond à la définition de l'article 2 du Règlement (UE) N°1305/2013 du 17 déc. 2013 ou qui s'est installé au cours des 5 années précédant l'introduction de la demande d'aide, et installé sur une île de Bretagne pour autant que le soutien combiné maximal ne représente pas plus de</p>	<p>60 %</p>
---	-------------

5.4 Calcul de l'aide

Par exemple un JA éligible qui dispose de 33% des parts dans un GAEC permettra une bonification de « 10% x 33% = 3,3% » sur le projet du GAEC si le projet fait partie du plan d'entreprise (PE) du JA donc « 40% + 3,3% = 43,3% » ; si ce même projet/candidats est sur une île, il pourra bénéficier également de « +10% » donc au total 53,3%.

Le montant de la subvention qui peut être accordée est prévisionnel au stade de la programmation. Le montant définitif de l'aide est calculé au prorata des investissements ou travaux éligibles effectivement réalisés en cohérence avec le projet retenu, il est plafonné au montant prévisionnel de l'aide engagé.

Les caractéristiques du projet et du demandeur ainsi que les engagements liés à la demande d'aide retenus pour calculer l'assiette des dépenses éligibles et le taux d'aide lors de la programmation/décision de l'aide sont revérifiés à la date du solde de la subvention, voire lors d'un contrôle ultérieur. Si un critère n'est pas respecté ou en cas de discordance constatée (instruction et validation par le Guichet Unique Service Instructeur), l'assiette des dépenses éligibles, le taux d'aide et le montant de l'aide peuvent être revus à la baisse.

Exemple 1 : départ d'un associé de GAEC entre la programmation/décision de l'aide et la mise en paiement de l'aide ; dans ce cas, le montant plafond des dépenses éligibles (initialement lié au nombre d'associés du GAEC) est revu à la baisse au moment du calcul du solde de la subvention.

Exemple 2 : départ d'un JA entre la programmation/décision de l'aide et la mise en paiement de l'aide ; dans ce cas le taux d'aide (initialement bonifié du fait de la présence d'un JA) est revu à la baisse au moment du calcul du solde de la subvention.

Exemple 3 : En cas de NON réalisation d'une « couverture de fosse étanche » dans un dossier comprenant ce projet, l'assiette maximale de calcul de l'aide sera diminuée à 125 K€HT.

5.5 Cumul des aides

La subvention accordée au titre de ce dispositif n'est pas cumulable avec une autre aide publique cofinancée ou non cofinancée par l'Union européenne sur les mêmes dépenses éligibles (même assiette de référence). Cette exclusion concerne également une aide accordée sous forme de bonification d'intérêts.

Lorsqu'une aide est attribuée sur ce dispositif à un précédent dossier/projet, ce même bénéficiaire devra fournir tous les documents de solde de son précédent dossier avant de déposer un dossier sur ce même dispositif 4.1.2.

ARTICLE 6 : VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Pour obtenir le paiement de la subvention, le bénéficiaire doit déposer au « guichet unique service instructeur » dans le respect des délais prévus dans la décision :

- le formulaire de demande de paiement qui lui aura été adressé lors de la notification de la décision attributive et qui comprend un état récapitulatif des dépenses éligibles réellement réalisées (et seulement les dépenses éligibles, sous peine de pénalités) ;
- les justificatifs des dépenses réalisées et éligibles (selon les modalités définies dans l'engagement juridique, convention ou arrêté) ;
- le cas échéant si nécessaire (ou obligatoire) les documents complémentaires tels que : attestation d'achèvement des travaux, garantie décennale ou adhésion à une charte par exemple ;
- dans le dossier de solde, il est nécessaire de fournir une ou des photographies montrant soit l'équipement acheté, soit le bâtiment et une photographie montrant l'affichage de la publicité de l'aide Feader (autocollant sur un matériel, ou plaquette sur le bâtiment). Ces photographies (ou impression sur papier) permettront de confirmer la réalité des dépenses et surtout de vérifier l'affichage obligatoire de la publicité de l'aide Feader.

Un seul acompte peut être demandé sur justificatifs lorsque 50 % ou plus des travaux et dépenses éligibles sont réalisés, et dans la limite de 80 % du montant prévisionnel de la subvention.
Le solde de la subvention est demandé à l'achèvement des travaux ou investissements éligibles.

Une visite sur place peut être effectuée au préalable de la proposition de versement de l'aide par le « guichet unique – service instructeur (GUSI) » pour constater que les investissements et/ou travaux sont réalisés, fonctionnels et cohérents avec le projet validé et soutenu (cf. article 8).

Lorsque l'aide est prévue sur crédits de l'État ou de la Région Bretagne et/ou avec cofinancement par des crédits européens FEADER, le paiement de l'aide est assuré par l'Agence de Services et de Paiement (ASP), organisme payeur sur proposition du GUSI. En cas d'intervention d'un autre financeur, le GUSI assure la gestion et le suivi de la proposition de paiement auprès de ce financeur.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS GENERAUX

Par le dépôt de sa demande, le porteur de projet et demandeur de l'aide s'engage pendant toute la durée du dossier et au-delà pour une durée de 3 ans à compter de la date du dernier versement de l'aide à :

- poursuivre l'activité agricole liée au projet subventionné ;
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les bâtiments, équipements ou aménagements ayant bénéficié d'une aide ;
- respecter les conditions minimales requises dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux de la (ou des) filière(s) de production en lien avec le projet soutenu ;
- se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation et dans le cadre de la gestion des fonds européens ;
- ne pas solliciter pour ce même projet d'autres aides nationales ou européennes en plus de celles mentionnées dans le plan de financement du projet ;
- informer le guichet unique et service instructeur (GUSI = DDTM) préalablement à toute modification du projet, des engagements ou des caractéristiques qui ont permis la détermination du montant des dépenses éligibles, du taux et du montant de l'aide ;
- assurer la publicité de l'aide européenne de manière conforme à ce qui sera précisé dans la décision d'attribution de la subvention.

Le porteur de projet et demandeur de l'aide s'engage pour une durée de 10 ans à compter de la date du dernier versement de l'aide à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif se rapportant aux investissements réalisés et permettant de vérifier la réalité des engagements.

ARTICLE 8 : VISITE SUR PLACE ET CONTROLES

Visite sur place dans le cadre du solde du dossier

Une visite sur place peut être réalisée avant la mise en paiement. A ce stade, la DDTM vérifie la réalisation des investissements.

Le refus de visite sur place peut entraîner le retard dans le paiement du solde de la subvention, voire sera un motif de refus de paiement et d'annulation de l'aide prévue ou de l'acompte déjà versé.

Contrôles par les services de contrôle

Un contrôle peut être effectué afin de vérifier que l'opération a été mise en œuvre conformément aux règles applicables.

Sanctions

Lorsque le bénéficiaire n'a pas respecté ses engagements, il lui sera appliqué les sanctions prévues dans la décision d'attribution de subvention.

ARTICLE 9 : CESSION

En cas de cession d'un bâtiment ayant bénéficié d'une aide dans le cadre de ce dispositif, le repreneur doit s'engager à respecter les engagements initiaux du porteur de projet.

Le montant de la subvention pourra être recalculé et minoré au moment de la cession si le repreneur ne peut respecter toutes les conditions initiales de l'attribution de l'aide (par exemple repreneur de l'exploitation agricole « non JA » alors que l'aide initiale a été majorée d'une bonification JA). Dans tous les cas, aucune aide ne pourra être recalculée à la hausse.

ARTICLE 10 : LITIGES

Cet arrêté peut être contesté, pour des motifs réglementaires, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs :

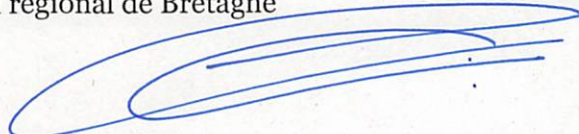
- soit par un recours administratif auprès de l'autorité compétente. Celui-ci est interruptif du délai de recours contentieux.
- soit par un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes.

ARTICLE 11 - ARTICLE D'EXÉCUTION POUR LE CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE

Dans le cadre de sa fonction d'Autorité de Gestion du FEADER, le Conseil Régional de Bretagne assure l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes le 24 JAN. 2022

Le Président du Conseil régional de Bretagne



Loïg CHESNAIS-GIRARD

Annexe 1 : Liste des investissements éligibles du Dispositif 4.1.2 Rénovation des bâtiments et équipements des exploitations agricoles pour l'économie d'énergie et la limitation des GES – appel à projets 2022

Annexe 2 : Grilles de sélection des dossiers du Dispositif 4.1.2 Rénovation des bâtiments et équipements des exploitations agricoles pour l'économie d'énergie et la limitation des GES

- Grille Dispositif 4.1.2 - Critères de sélection filières lait : bovins - ovins - caprins
- Grille Dispositif 4.1.2 - Critères de sélection filières viande : bovins - ovins - veaux de boucherie
- Grille Dispositif 4.1.2 - Critères de sélection filière porcine
- Grille Dispositif 4.1.2 - Critères de sélection filière œufs
- Grille Dispositif 4.1.2 - Critères de sélection filières volailles de chair et cunicole
- Grille Dispositif 4.1.2 - Critères de sélection filières végétale : Serres ; bâtiments de stockage-conditionnement

Annexe 3 : Liste des OTEX (orientation technico - économique de l'exploitation agricole) définie par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA)

Annexe 4 : Charte Qualité pour l'installation de générateurs photovoltaïques sur les bâtiments agricoles

Annexe 5 : Fiche de prescription de l'étude de faisabilité « installations solaires photovoltaïques en autoconsommation »

Annexe 3

Liste des OTEX (orientation technico - économique de l'exploitation agricole) définie par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA)

CODES pour définir l'orientation de l'exploitation et de l'atelier Définitions retenues pour le PCAE, sur la base de la définition des OTEX = Production majoritaire de l'exploitation, >2/3 du C.A.		
V2 du 25/11/2015		
Typologie de l'exploitation ou de l'atelier concerné par l'investissement	Code OTEX existant	Code PCAE
Grandes cultures = Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées	1500 + 1600 (sauf 1520 / 1630 / 1640)	1550
Riz	1520	1520
Légumes frais de plein champ	1630	1630
Tabac	1640	1640
Maraîchage (dont melon et fraise)	2800	2800
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	2900	2900
Plantes à parfums, aromatiques et médicinales		2901
Viticulture d'appellation (AOP - IGP)	3511 + 3512 + 3513	3515
Autre viticulture	3520 + 3530 + 3540	3525
Arboriculture (fruits à pépins ou noyaux hors olives)	3610	3610
Oléiculture	3700	3700
Autres fruits en cultures pérennes	3900 (sauf 3610 et 3700)	3910
Polyculture = diverses associations de cultures sans élevage	6110 + 6120 + 6130 + 6140 + 6150 + 6160	6100
Bovins lait	4500	4500
Bovins viande dominante naisseur		4601
Bovins viande dominante engraisseur	4600	4602
Veau de boucherie		4603
Bovins lait et viande	4700	4700
Ovin lait		4801
Ovin viande	4810	4802
Caprin lait		4803
Caprin viande	4830	4804
Autres herbivores (dont chevaux)	4840	4840
Mixte ruminants	4820	4820
Truies reproductrices	5110	5110
Porc engraissement	5120 + 5130	5125
Poules pondeuses	5210	5210
Poulets de chair		5201
Palmipèdes foie gras		5202
Autres palmipèdes	5220 + 5230 + 5300	5203
Autres volailles		5204
Lapins		5205
Abeilles	8430	8430
Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)	7310 + 7320 + 7410 + 7420	7374
Polyélevage orientation granivore	7410 + 7420	7415
Polyculture élevage = association cultures et élevage	8310 + 8320 + 8330 + 8340 + 8410 + 8420	8384
Autres associations (hors abeilles)	8440	8440
Exploitations non classées	9000	9000

